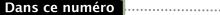
a newsletter de la CES









La CES en action

Calendrier syndical

Calendrier européen

L'UE à la loupe

Le chiffre du mois

Moins de 1,25\$ pour 1,2 milliard de travailleurs

En 2009, 20,7% de travailleurs dans le monde gagnaient moins de 1,25 dollars par jour. Au total, le nombre de travailleurs vivant sous le seuil de pauvreté s'élève à 1,2 milliard.

(Source: Bureau international du travail)

À noter





Cher(e)s lecteur(trice)s,



Les institutions européennes s'ingèrent dans les relations industrielles nationales d'une façon que nous jugeons inacceptable et dangereuse. La nouvelle gouvernance économique européenne que l'on nous propose se caractérise par une discipline budgétaire qui vise essentiellement à faire payer les travailleurs et à s'attaquer à leurs droits sociaux. D'après un document récent de la Commission européenne, le seul remède à une meilleure discipline budgétaire et à une meilleure compétitivité, est une diminution des dépenses publiques liées aux transferts sociaux. Qu'on se le dise. Nos organisations grecques, irlandaises et roumaines nous ont alerté sur de fortes pressions reçues de la part de la Commission visant à réduire les salaires minima, les retraites et à atténuer les "rigidités" salariales dans leurs pays. Ce type d' ingérence est inacceptable et nous avons fait part de notre forte désapprobation au Commissaire aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. La CES ne peut pas, bien entendu, soutenir ces propositions et se pose dès lors la question de l'Europe que nous voulons et du soutien du syndicalisme européen au projet européen qui se profile à travers de telles propositions. La mise en œuvre de « plans de sauvetage » de l'Union européenne et du Fonds mondial international ne peut pas être une excuse pour saper le dialogue social et les acquis sociaux qui ont été contribué à la cohésion économique et sociale en Europe. Les syndicats européens doivent s'emparer du débat sur la gouvernance européenne pour faire de nouvelles propositions car si on laisse libre cours à la gouvernance économique européenne qui consiste en une surveillance financière des États, il faut s'attendre à des conséquences négatives sur les relations industrielles, ce que nous ne pouvons pas tolérer.

Les "mauvaises" dettes des banques et leur transfert vers les comptes publics n'ont pas permis aux pays de respecter les règles actuelles et, à moins d'une exceptionnelle période de croissance, certains pays ne seront pas en mesure de respecter des règles plus strictes d'ici 2013. Il serait temps de faire payer tous ceux qui ont contribué à son déclenchement. C'est pourquoi, nous plaidons, entre autres, pour une taxe sur les transactions financières.

John Monks Secrétaire général



Confédération européenne des syndicats (CES) Boulevard du Roi Albert II. 5 | B-1210 Bruxelles (Belgique) Téléphone: +32 (0)2 224 04 11 | Fax: +32 (0)2 224 04 54 E-mail: media@etuc.org | www.etuc.org



La CES en action

La CES rencontre ses affiliés hongrois

24/01/2011 - John Monks a rencontré à Budapest les responsables des six affiliés hongrois de la CES - LIGA, ASZSZ, SZEF, ESZT, MszOSz, MOSz - afin de discuter de la présidence hongroise de l'Union européenne (UE) et des réponses syndicales à la crise économique, tant en Hongrie que dans l'UE. Selon le mouvement syndical européen, il existe un large consensus sur la nécessité de rencontrer d'urgence le premier ministre de Hongrie et actuel Président de l'UE afin de discuter de la crise et de la réponse de l'Europe à celle-ci. D'autres activités en Hongrie sont envisagées.

Communiqué de presse de la CES

La CES dénonce les attaques contre l'Organisation syndicale tunisienne (UGTT)

26/01/2011 - John Monks a condamné les récentes attaques en Tunisie contre certains locaux de l'UGTT (l'Union générale du travail de Tunisie), orchestrés par des individus proches de l'ancien régime. La CES rappelle que la centrale syndicale tunisienne a fait preuve de responsabilité et qu'elle est un des axes principaux du renouveau démocratique de la Tunisie. Le mouvement syndical européen restera aux côtés de l'UGTT et du peuple tunisien qui combattent pour un avenir meilleur, pour la démocratie et la justice sociale.

Communiqué de presse de la CES



[Calendrier syndical]

Janvier - Février 2011

18/01/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
08/02/2011	Comité de direction de la CES (Bruxelles)	
14-18/02/2011	Congrès de Force ouvrière (Montpellier)	Programme du congrès
15/02/2011	Réunion du Groupe II « Travailleurs » du Comité économique et social européen (Bruxelles)	



[Calendrier de l'Union européenne] Janvier - Février 2011

13-14/01/2011	Réunion informelle des ministres des affaires extérieures (Budapest et Gödöllö)	Ordre du jour de la réunion
16-17/01/2011	Réunion informelle des ministres des affaires sociales et de la santé (Budapest et Gödöllö)	Ordre du jour de la réunion
17/01/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
17-20/01/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
18/01/2011	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
19-20/01/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
19-21/01/2011	Réunion informelle des ministres de la justice et des affaires intérieures (Budapest et Gödöllö)	Ordre du jour de la réunion
31/12/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
01-02/02/2011	Mini-session plénière du Parlement européen (Bruxelles)	
04/02/2011	Conseil européen (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
14-17/02/2011	Session plénière du Parlement européen (Strasbourg)	
14/02/2011	Réunion de l'Eurogroupe (Bruxelles)	Ordre du jour de la réunion
14/02/2011	Conseil Education, jeunesse et culture (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
15/02/2011	Conseil des affaires économiques et financières (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
16-17/02/2011	Session plénière du Comité économique et social européen (Bruxelles)	
21/02/2011	Conseil Affaires générales et relations extérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
24-25/02/2011	Conseil Justice et affaires intérieures (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil
28/02/2011	Conseil Energie (Bruxelles)	Ordre du jour du Conseil



[L'UE à la loupe et réactions syndicales]

La CES dénonce les diktats de l'UE et du FMI remettant en cause les négociations collectives

11/01/2011 – Dans une <u>lettre adressée au</u> <u>Commissaire européen aux Affaire économiques et monétaires Olli Rehn</u>, la CES a dénoncé les diktats et les pressions émanant des fonctionnaires de la Commission européenne visant à réduire les salaires minima et les retraites, à atténuer les "rigidités" salariales et à rendre les marchés du

travail plus flexibles en Grèce et en Irlande. John Monks a demandé une réunion d'urgence afin de clarifier ces questions. Pour la CES, il sera impossible de soutenir une action de l'UE allant dans cette direction.

Communiqué de presse de la CES

La nouvelle gouvernance économique de l'UE risque de porter atteinte à la démocratie

12/01/2011 – En présentant l' « examen annuel de la croissance », la Commission européenne a lancé officiellement le processus de gouvernance économique. Selon le mouvement syndical européen, en suivant cette approche, l'UE risque d'aller à l'encontre de la démocratie dans les pays qui ne respectent pas les règles du Pacte de Stabilité de croissance et les dispositions supplémentaires proposées dans le cadre de la gouvernance économique.

Communiqué de presse de la CES

Contrôle des médias en Hongrie : inquiétude de la CES

06/01/2011 - La CES a exprimé sa vive inquiétude au sujet de la nouvelle loi adoptée par le Parlement hongrois pour renforcer le contrôle du gouvernement sur les médias. Selon la CES, la Hongrie est en infraction avec la Charte des droits fondamentaux et son Article 11 sur la liberté et le pluralisme des médias.

Communiqué de presse de la CES

Situation en Tunisie : vives inquiétudes du mouvement syndical européen

13/01/2011 – La CES a dénoncé l'usage violent et totalement disproportionné de la force par les forces de sécurité tunisiennes contre le vaste mouvement de protestation qui a secoué le pays. Pour la CES, ce mouvement a été induit par la situation désespérée à laquelle se heurtent en particulier les jeunes, tant au plan social qu'au plan de l'emploi. La CES soutient l'appel de la Confédération syndicale internationale (CSI) en faveur d'une mobilisation large et durable du mouvement syndical européen et international pour arrêter l'effusion de sang et trouver une voie vers des solutions pacifiques.

Communiqué de presse de la CES



L'UE à la loupe et réactions syndicales

Emplois de qualité:

il faut passer des paroles aux actes

17–18/01/2011 – Lors de la <u>réunion informelle des</u> <u>ministres de l'emploi</u> à Gödöllö (Hongrie), la délégation de la CES a plaidé en faveur d'une **nouvelle stratégie pour l'emploi** visant à la création de plus d'emplois de qualité. Le mouvement syndical européen s'est dit favorable à la création d'une « **garantie pour la jeunesse** » qui vise, dans un laps de temps déterminé, à ne pas laisser un jeune sans proposition de formation

(générale ou complémentaire) ou d'emploi de qualité. Cependant, le mouvement syndical européen a mis en garde contre la répétition des erreurs politiques du passé : ces initiatives louables risquent de rester lettre morte sans un cadre approprié de mise en œuvre et de financement indispensable.

Communiqué de presse de la CES

Les ministres des finances ne doivent pas toucher aux salaires

18/01/2011 - A l'occasion du Conseil ECOFIN, la CES a rappelé aux ministres de finances que la flexibilité du marché de l'emploi ne crée pas davantage d'emplois. Selon la CES, les pratiques de travail précaire ont contribué à plonger l'Europe dans la crise et les ministres de finances ont tort de penser que de telles pratiques vont nous en sortir.

Communiqué de presse de la CES

.....

Soins de santé transfrontaliers :

la CES prend note de l'adoption de la directive

19/01/2011 - Le mouvement syndical européen a pris note de l'adoption de la directive sur les soins de santé transfrontaliers par le Parlement européen. La CES s'est félicitée des améliorations qui ont été apportées suite à ses interventions. Cependant, cette directive ne règle pas tous les problèmes, en particulier ceux liés à la nécessité, pour les Etats membres d'améliorer leurs systèmes nationaux, afin de répondre aux besoins sans cesse croissants en ce domaine.

Communiqué de presse de la CES

Travailleurs migrants : la CES demande l'égalité de traitement pour tous

28/01/2011 - En décembre dernier, le Parlement européen refusait par un vote majoritaire, le rapport de Mme Mathieu (PPE) sur le permis unique de séjour et de travail pour les ressortissants des pays tiers. Cette majorité préconisait la présentation d'un nouveau rapport dans un délai de deux mois. La CES rappelle que c'est le futur du marché du travail qui est en jeu et elle lance un appel à ses organisations membres pour qu'elles s'engagent fortement sur ce dossier majeur.

Communiqué de presse de la CES

Équipe éditoriale: ÉDITEUR RESPONSABLE: John Monks • RÉDACTRICE EN CHEF: Patricia Grillo • RÉDACTEUR: Daniele Melli

Faites connaître cette newsletter à vos contacts !